
Michel-Edouard Ruben

Économiste

«

RENFORCER LES PILIERS DU VIVRE- ENSEMBLE

»

Auteur

MATTHIEU CROISSANDEAU

**Au-delà des mesures exceptionnelles,
Michel-Edouard Ruben de la Fondation Idea
estime que la violence de la crise économique
va nous contraindre à repenser le pacte social.**



Le monde a-t-il déjà connu un choc aussi global et soudain d'un point de vue économique ?

Aussi globalisé et soudain sur une période récente, non. Paradoxalement, cette crise me fait penser à deux événements qui n'ont pas eu lieu. Je pense à ce qui se serait passé si la crise des missiles de Cuba avait dégénéré, ou si le bug de l'an 2000 avait paralysé l'économie entière, comme certains le redoutaient à l'époque.

En revanche, je ne compare pas ce que nous vivons à la crise de 2008, parce que c'est vraiment très différent. La crise de 2008 était une crise « classique », une crise financière globalisée.

Ce qui nous arrive là, ce n'est pas classique...

En effet. Encore une fois, c'est totalement inédit dans l'histoire moderne. Il y a déjà eu des chocs, mais plus localisés parce que la globalisation n'était pas aussi avancée. La crise de 2008 a fini par avoir des conséquences partout, mais la séquence n'était pas aussi rapide. Elle démarre en 2007 avec

la crise de la banque immobilière New Century, elle atteint son paroxysme avec la faillite de Lehman en 2008, les marchés se grippent, et après seulement elle débouche au début des années 2010 sur la crise des dettes souveraines en Europe. Mais à cette période-là, l'économie de la Chine était assez « découplée », et les États-Unis étaient déjà en train de repartir. Là, le monde entier est atteint avec quelques semaines seulement de décalage. Tout le système est grippé au même moment, partout et dans des proportions comparables.

Nos économies ne pouvaient pas être « préparées » à un tel choc, et pourtant, depuis quelque temps, de nombreux économistes redoutaient bien une crise...

Oui, cela fait longtemps que des économistes disaient que la croissance était déséquilibrée. Parce que les niveaux de dettes privées ou publiques étaient préoccupants, parce que les chambres de compensation concentraient trop de risques de contrepartie avec des niveaux de fonds

«La crise est survenue là où personne ne l'attendait.»

propres insignifiants, parce que les prix du logement étaient trop élevés, ou encore parce que les niveaux de taux d'intérêt, la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine, les conséquences du Brexit, ou la montée des populismes étaient autant de facteurs inquiétants. Ne serait-ce même que pour des raisons de cycles économiques, on se disait qu'il fallait bien que quelque chose arrive. On pensait par exemple à une secousse sur les valorisations boursières des entreprises high-tech. Mais la crise est survenue là où personne ne l'attendait...

Tout le monde est donc touché de la même manière ?

Oui et non car, potentiellement, toutes les économies ne sont pas armées de la même façon pour y faire face. Si on prend un pays comme l'Italie par exemple, on voit que non seulement il est très touché d'un point de vue sanitaire, mais aussi qu'il peut être attaqué sur les marchés en raison de sa dette publique élevée. Certains se demandent si l'Italie a assez de marges de manœuvre pour financer toutes les dépenses auxquelles elle va devoir faire face. Le Luxembourg ou la Suisse, par exemple, n'ont pas ce genre de considérations à ce stade, car ils ont des marges de manœuvre budgétaires.

Cette crise marque un retour au premier plan des États et de la puissance publique en général...

L'État gère ! Là, c'est très clair. Et heureusement que ça existe. Je parle ici de l'État au sens large, c'est-à-dire en englobant les politiques publiques, les autorités monétaires, réglementaires... Tout le monde découvre ou redécouvre que la palette d'instruments d'intervention publique est très large. On a vu du jour au lendemain se mettre en place des solutions qui, il y a encore deux ou trois mois, seraient passées pour des folies extrêmes.

À situation exceptionnelle, solutions exceptionnelles, bien sûr. Mais ce qui me frappe, c'est la rapidité avec laquelle on les met en place. On a appris des erreurs du passé. Quand on se remémore la crise européenne des dettes souveraines en 2010, on sait combien il a fallu de réunions et de discussions interminables pour trouver une forme de consensus. Là, sans doute parce que la crainte est généralisée, on est capable du jour au lendemain de se mobiliser.

La réponse européenne vous paraît-elle à la hauteur ?

Ma réponse risque de mal vieillir en fonction de ce qu'il peut se passer. Une partie des leviers se trouve entre les mains des États, du point de vue budgétaire notamment, car l'Europe n'a qu'un tout petit budget. Mais ce qui est mis en place au niveau réglementaire est très intéressant. Il y a une très grande réactivité. À la différence de 2010-2012, on n'entend pas l'Europe mettre en garde sur les déficits. On a activé la clause dérogatoire générale qui permet en gros de mettre entre parenthèses les règles budgétaires du pacte de stabilité, ce qui est une très bonne chose. Enfin, du côté de la politique monétaire, cela s'est fait par étape, mais des décisions salutaires ont été prises, malgré quelques couacs en termes de communication. L'avenir dira s'il y a lieu d'amplifier le mouvement ou de prendre de nouvelles mesures, sur les bourses notamment. Mais graduellement, oui, l'Europe se montre à la hauteur.

En assurant qu'il mobiliserait tous les moyens nécessaires, «quoi qu'il en coûte», le président français Emmanuel Macron a explosé le dogme de l'orthodoxie budgétaire...

Clairement. Sa déclaration est une copie complète du fameux «Whatever it takes» de l'ancien président de la BCE Mario Draghi, qui avait réussi par cette formule à rassurer les marchés au plus fort

de la crise de la zone euro en 2012. Contrairement à ce que certains pouvaient penser, il n'y a pas de religion ni d'obsession du PIB, parce qu'on fait clairement le choix de la santé sur la croissance. La santé de tous d'abord, et la santé de l'économie ensuite. C'est pour cela qu'on prend des mesures pour que l'emploi soit préservé, que les salaires ou les niveaux de vie des gens soient plus ou moins conservés, que les entreprises ne connaissent pas de vagues de faillites ou de problèmes de liquidités. Toutes ces mesures sont là pour préparer et garantir l'après. Cela posé, il y a nécessité à être précautionneux. Car cette crise nous apprend que si l'État reste le prêteur en dernier ressort, l'assureur en dernier ressort, l'apporteur de confiance en dernier ressort, il est important qu'il puisse disposer de marges de manœuvre pour le faire.

On est bien content que la dette publique du Luxembourg représente seulement 20 % du PIB...

Du point de vue de la capacité d'intervention publique, le Luxembourgeois est en effet plus rassuré que l'Italien.

Combien cette crise peut-elle coûter ?

C'est évidemment impossible à dire. La réponse dépend des conditions dans lesquelles le monde sortira de la pandémie.

Mais en termes de croissance ?

La seule chose que nous puissions faire, c'est une simulation du passé. Nous l'avons fait par exemple en reprenant les chiffres de l'année 2018. Si cette année-là, par exemple au mois de mars, on avait fait tourner l'économie luxembourgeoise à 50 % seulement et que les 11 autres mois s'étaient déroulés normalement – pure hypothèse statistique –, on aurait observé pour 2018 un recul du PIB de 1,3 point. Sachant que la croissance cette année-là était de 3,2 %, cela fait un manque à gagner de 4,5 points ! Cela ne nous dit évidemment rien pour le présent, mais cela permet de se rendre compte de l'impact que peut avoir une activité à l'arrêt.

Parmi les dogmes européens qui sautent, il y a aussi celui de la libre circulation, avec la remise en place des frontières...

Ce n'est pas la première fois que Schengen est remis en cause. Cela a pu arriver ponctuellement avec les attentats terroristes. Mais le dogme de la libre circulation a surtout sauté mondialement. Les États-Unis ont commencé en fermant leurs frontières, Taïwan et Singapour aussi l'ont fait.

Sur quels fondamentaux reconstruire après ?

Là, pour moi, il ne faut pas parler que d'économie mais aussi, voire surtout, de social, de nation, de liens. Je pense par exemple à ce que l'on observe en ces temps de crise sur l'importance de la famille. L'importance des liens et des solidarités intrafamiliales serait une raison presque suffisante pour que le gouvernement renonce à son projet de suppression de la taxation familiale et de la classe 2. La mise en commun du revenu familial existe, donc il ne me paraît pas insensé que la taxation se joue à cette échelle-là. On ne va pas se réveiller un matin en se disant : on l'a échappé

belle, maintenant il faut qu'on soit gentil et qu'on s'aime les uns les autres, mais il serait quand même bienvenu de renforcer les piliers du vivre-ensemble comme l'appelle le ministère de l'Intégration et à la Grande Région ! En revanche, je trouve qu'il se passe quelque chose d'important sur ce qu'on appelle les métiers essentiels. Le journaliste et l'économiste sont peut-être essentiels en temps normal, mais par rapport au personnel soignant, aux chauffeurs-livreurs ou aux caissiers, cela n'a rien à voir en temps de crise. Les médecins sont essentiels, les infirmiers sont essentiels, mais aussi les personnes qui font le ménage à l'hôpital. Je ne sais pas comment on va reconstruire, mais c'est quelque chose qu'il va falloir reconsidérer. Tout en n'étant pas disposé à lui laisser mon salaire, je ne suis pas certain qu'il soit tout à fait justifié que je gagne plus que la caissière au coin de ma rue en ce mois de mars, si vous voulez mon avis.

Vous voulez dire qu'il faudra revaloriser ces métiers, mieux les payer ?

Poser la question est peut-être une preuve que la question se pose. Le Luxembourg n'est pas le plus mal loti, loin de là, et il faut s'en féliciter. Le salaire minimum y est élevé, il y a l'indexation des salaires qui n'existe presque plus nulle part ailleurs et qui est plutôt bienvenue pour ceux qui ont de moindres pouvoirs de négociation. Contrairement à d'autres, le pays a la grande intelligence de bien payer ses infirmiers ou ses enseignants. Il y a donc au Luxembourg un environnement de rémunération générale qui n'est objectivement pas le pire qui soit, et je ne me vois pas vous dire qu'il faudrait, une fois la crise sanitaire passée, décider des salaires et des primes par tirage au sort ou payer les caissiers, les livreurs, les agents de sécurité et le personnel de ménage comme les économistes. Cela dit, peut-être que ces personnes essentielles devraient se voir attribuer d'office la subvention de loyer en 2021, d'autant plus qu'on sait que beaucoup de gens qui y ont droit ne la demandent pas ; peut-être que les plus petits salaires qui n'étaient pas en télétravail durant la crise devraient se voir offrir plusieurs mois de loyer ; peut-être devraient-ils être prioritaires auprès du Fonds Kirchberg et de la SNHBM. Je parle beaucoup de logement car c'est ce qui engloutit la plus grande part des salaires de ceux qui sont essentiels et moins rémunérés. Peut-être faudrait-il mettre en place, au moment venu, une contribution de remerciements fléchée vers ces personnes. Sinon, tout le monde a remarqué qu'il y avait beaucoup de femmes dans certains de ces métiers essentiels. On parle souvent des femmes confrontées au plafond de verre. Peut-être faudra-t-il enfin aussi parler plus régulièrement des femmes (caissières, femmes de ménage, aides-soignantes) confrontées au « plancher collant ». Je ne doute pas que le Luxembourg saura trouver comment remercier comme il se doit ces personnes, et aussi comment approfondir et renforcer davantage l'union grand-régionale et l'attachement des frontaliers au Grand-Duché. ♦